

Pologne : l'état de droit en danger

#Fait du jour

Transcription

Extrait du *Journal en français facile* du 22 juillet 2017

François Bernard :

Le Sénat du Parlement polonais a approuvé la nuit dernière une réforme du système judiciaire du pays.

Zéphyrin Kouadio :

Tout au long des débats qui ont duré quinze heures, des milliers de manifestants ont protesté dans toute la Pologne contre cette loi qui renforce le contrôle politique sur la Cour Suprême.

François Bernard :

Le texte a été adopté en dépit de ces manifestations de rue massives, et des mises en garde de l'Union européenne.

L'UE qui se demande comment faire pour infléchir la position des autorités polonaises, nous dit Pierre Bénazet à Bruxelles.

Pierre Bénazet :

Pour la Commission européenne : l'affaire est entendue, les réformes de l'appareil judiciaire polonais représentent un risque grave pour l'indépendance de la justice et une menace pour la démocratie et l'État de droit en Pologne.

Et ce verdict, soulignons-le, date de mercredi, c'est-à-dire avant même l'adoption de la réforme de la Cour suprême par la Diète*.

Et pour le président du Conseil européen Donald Tusk, c'est un scénario noir qui pourrait déboucher sur « la marginalisation de la Pologne en Europe ».

Le constat n'est pas nouveau, car la Commission a placé la Pologne sous surveillance depuis 18 mois déjà et elle a même émis ensuite des recommandations qui sont restées lettre morte.

Ce sont là les deux premières étapes de la procédure qui peut en théorie aboutir à l'option dite nucléaire, c'est-à-dire l'article 7 des traités européens, qui priverait la Pologne de son droit de vote dans les instances de l'UE.

Cette option est d'autant plus improbable qu'elle nécessite l'unanimité et que le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a renouvelé ce qu'il qualifie « d'alliance hungaro-polonaise » contre, je cite, « l'inquisition européenne ».

C'est donc la quadrature du cercle pour la Commission. Elle pourrait privilégier l'idée de priver la Pologne de certaines subventions.

Pierre Bénazet, Bruxelles, RFI.

* *Chambre basse du parlement polonais*